

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

Handelingen

Annales

INTEGRAAL VERSLAG
VAN DE OPENBARE VERGADERING VAN DE

COMPTE RENDU INTÉGRAL
DE LA RÉUNION PUBLIQUE DE LA

COMMISSIE VOOR DE FINANCIEN
EN DE BEGROTING

COMMISSION DES FINANCES
ET DU BUDGET

VAN

DU

15-02-2000

15-02-2000

AGALEV-ECOLO	:	Anders gaan leven / Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales
CVP	:	Christelijke Volkspartij
FN	:	Front National
PRL FDF MCC	:	Parti Réformateur libéral - Front démocratique francophone - Mouvement des Citoyens pour le Changement
PS	:	Parti socialiste
PSC	:	Parti social chrétien
SP	:	Socialistische Partij
VLAAMS BLOK	:	Vlaams Blok
VLD	:	Vlaamse Liberalen en Democraten
VU&ID	:	Volksunie&ID21

Afkortingen bij de nummering van de publicaties :

DOC 50 0000/000 : Parlementair Document van de 50e zittingsperiode +
het nummer en het volgnummer
QRVA : Schriftelijke Vragen en Antwoorden
HA : Handelingen (Integraal Verslag)
BV : Beknopt Verslag
PLEN : Plenumvergadering
COM : Commissievergadering

Abréviations dans la numérotation des publications :

DOC 50 0000/000 : Document parlementaire de la 50e
législature, suivi du n° et du n° consécutif
QRVA : Questions et Réponses écrites
HA : Annales (Compte Rendu Intégral)
CRA : Compte Rendu Analytique
PLEN : Séance plénière
COM : Réunion de commission

Officiële publicaties uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers
Bestellingen :
Natieplein 2
1008 Brussel
Tel. : 02/549 81 60
Fax : 02/549 82 74
www.deKamer.be
e-mail : alg.zaken@deKamer.be

Publications officielles éditées par la Chambre des représentants
Commandes :
Place de la Nation 2
1008 Bruxelles
Tél. : 02/549 81 60
Fax : 02/549 82 74
www.laChambre.be
e-mail : aff.generales@laChambre.be

Inhoud

Dinsdag 15 februari 2000

COMMISSIE VOOR DE FINANCIËN EN DE BEGROTING - COM 118

Mondelinge vraag van de heer Olivier Chastel aan de minister van Financiën over "de verjaring van een belangrijke fiscale schuld van een financiële instelling" (nr. 915)

sprekers : **Olivier Chastel, Didier Reynders**, minister van Financiën

Mondelinge vraag van de heer Hans Bonte aan de minister van Financiën over "de toepassing van het verlaagd BTW-tarief voor de kringloopcentra en andere werkvormen uit de sociale economie" (nr. 986)

sprekers : **Hans Bonte, Didier Reynders**, minister van Financiën

Mondelinge vraag van de heer Jacques Chabot aan de minister van Financiën over "de modernisering van de gegevensverwerking inzake onroerende voorheffing" (nr. 991)

sprekers : **Jacques Chabot, Didier Reynders**, minister van Financiën

Mondelinge vraag van de heer Patrick Lansens aan de minister van Financiën over "het vermelden van de post- of verzendingsdatum op de aanslagbiljetten voor de verkeersbelasting" (nr. 1025)

sprekers : **Patrick Lansens, Didier Reynders**, minister van Financiën

Mondelinge vraag van de heer Aimé Desimpel aan de minister van Financiën over "de toepassing van het verlaagde BTW-tarief in de bouwsector" (nr. 1077)

sprekers : **Aimé Desimpel, Didier Reynders**, minister van Financiën

Sommaire

Mardi 15 février 2000

COMMISSION DES FINANCES ET DU BUDGET COM 118

Question orale de M. Olivier Chastel au ministre des Finances sur "la prescription d'une importante créance fiscale à charge d'une institution financière" (n° 915)

orateurs : **Olivier Chastel, Didier Reynders**, ministre des Finances

Question orale de M. Hans Bonte au ministre des Finances sur "l'application du taux de TVA réduit pour les centres de récupération et pour d'autres modes de travail issus de l'économie sociale" (n° 986)

orateurs : **Hans Bonte, Didier Reynders**, ministre des Finances

Question orale de M. Jacques Chabot au ministre des Finances sur "la modernisation du traitement de données en matière de précompte immobilier" (n° 991)

orateurs : **Jacques Chabot, Didier Reynders**, ministre des Finances

Question orale de M. Patrick Lansens au ministre des Finances sur "la mention de la date d'envoi par La Poste ou par les services compétents sur les avertissements-extraits de rôle en matière de taxe de circulation" (n° 1025)

orateurs : **Patrick Lansens, Didier Reynders**, ministre des Finances

Question orale de M. Aimé Desimpel au ministre des Finances sur "le taux réduit de TVA dans le secteur de la construction" (n° 1077)

orateurs : **Aimé Desimpel, Didier Reynders**, ministre des Finances

COMMISSION DES FINANCES ET DU BUDGET

RÉUNION PUBLIQUE DU
MARDI 15 FÉVRIER 2000

De vergadering wordt geopend om 10.12 uur door de heer **Eric van Weddingen**, voorzitter.

La réunion est ouverte à 10.12 heures par M. **Eric van Weddingen**, président.

Regeling van de werkzaamheden

Ordre des travaux

De mondelinge vraag nr. 904 van de heer Luc Goutry wordt ingetrokken.

Question orale de M. Olivier Chastel au ministre des Finances sur "la prescription d'une importante créance fiscale à charge d'une institution financière" (n° 915)

Mondelinge vraag van de heer Olivier Chastel aan de minister van Financiën over "de verjaring van een belangrijke fiscale schuld van een financiële instelling" (nr. 915)

M. Olivier Chastel (PRL FDF MCC) : Monsieur le président, monsieur le ministre, chers collègues, ma question se rapporte effectivement à la problématique de la prescription d'une importante créance fiscale à charge d'une institution financière. Il apparaît qu'un vérificateur principal du ministère des Finances, faisant fonction de receveur, n'a pas interrompu la prescription d'une créance portant sur un montant s'élevant à plus de trois cent vingt millions de francs à l'égard d'une grande banque en matière de taxe sur les opérations boursières, communément appelée TOB, opérations relatives à des SICAV luxembourgeoises. Ce dossier mérite notre attention toute particulière, non seulement en raison du montant de la créance en jeu, mais également parce qu'il révèle un certain nombre de dysfonctionnements, notamment au niveau des relations entre l'Inspection spéciale des impôts et le Bureau d'enregistrement concerné.

COMMISSIE VOOR DE FINANCIËN EN DE BEGROTING

OPENBARE VERGADERING VAN
DINSDAG 15 FEBRUARI 2000

Même si les faits se sont déroulés en 1998, monsieur le ministre peut-il aujourd'hui me les expliquer ? Ainsi, comment la prescription d'une créance d'un tel montant peut-elle échapper au contrôle interne du ministère des Finances ? Un vérificateur principal faisant fonction de receveur peut-il traiter un dossier d'une telle importance ? Est-il normal encore que l'ISI transmette un tel ordre de recouvrement sans passer par la voie hiérarchique ?

Enfin, je souhaiterais obtenir quelques éclaircissements relativement à la prescription elle-même, la validité de celle-ci restant en effet mise en cause.

M. Didier Reynders, ministre : Monsieur le président, M. Chastel évoque des faits qui remontent aux années s'écoulant entre 1996 et 1998. L'institution financière concernée n'a jamais reconnu ladite dette fiscale et l'administration de l'Inspection spéciale des impôts n'a obtenu de la part de la banque aucun accord - ni oral, ni écrit - sur la dette. La banque a seulement accepté, par lettre du 17 avril 1996, de renoncer sans reconnaissance préjudiciable au temps couru de la prescription en ce qui concernait l'impôt éventuellement dû dans cette affaire. En octobre 1997, l'ISI a communiqué au receveur compétent les sommes qu'il y avait lieu de mettre en recouvrement à charge du contribuable en cause. Force nous est de constater que l'inspecteur principal intérimaire en charge du bureau en cause n'a pas interrompu la prescription dans le délai dont il disposait, délai expirant le 17 avril 1998, en suppléant au manque d'éléments figurant sur l'ordre de recouvrement établi par l'ISI.

L'administration du cadastre, de l'enregistrement et des domaines a, à l'époque, estimé que diverses circonstances pouvaient expliquer la faute professionnelle de l'intérimaire. Il faut savoir que le bureau de recettes concerné, dont les recettes annuelles dépassent 20 milliards de francs, est géré par des intérimaires depuis 1970. Cela s'explique par la difficulté de trouver dans les bureaux bilingues de Bruxelles-Capitale des agents répondant aux conditions de bilinguisme ; à cela s'ajoutent la pénurie de personnel qualifié et l'augmentation subs-

Didier Reynders

tantielle de la charge de travail de ces dernières années. Le receveur intérimaire, au moment des faits, avait le grade de vérificateur principal et exerçait les fonctions supérieures de receveur de l'enregistrement depuis le 1er novembre 1994 sans avoir suivi de formation de receveur. A ma connaissance, cette affaire ne fait pas l'objet d'une instruction pénale. Suite à celle-ci, l'intérim de receveur a été retiré à l'agent en question et confié à un autre vérificateur principal.

J'ajouterai simplement, monsieur Chastel, que vous avez raison de poser une question sur les filtres internes à l'administration et les circuits hiérarchiques qui peuvent intervenir dans de telles procédures. J'ai évidemment interrogé les responsables de l'ISI, pour voir dans quelle mesure des décisions comme celle-là pouvaient encore être prises dans les mêmes circonstances ou devaient passer par une structure hiérarchique plus forte.

M. Olivier Chastel (PRL FDF MCC) : Monsieur le président, je remercie le ministre pour sa réponse. Je souhaiterais, si c'était possible, obtenir, même par écrit, un rapport un peu plus précis que celui que votre administration vous a fourni dans la mesure où celui qui a été réalisé ne répond pas à l'ensemble des questions posées. J'avais évoqué le problème de la date et de la validité de la prescription. Quand on lit l'ordre de recouvrement que l'ISI envoie au bureau d'enregistrement, ordre que j'ai devant moi, on lit que "la prescription sera acquise au moins pour partie". Je ne m'explique pas tout. La date est celle que vous citez, le 16 mars 1998, mais je ne m'explique pas pourquoi l'ISI communique au bureau d'enregistrement que c'est pour partie que la prescription sera acquise le 16 mars 1998.

Evidemment, cela pose le grave problème des intérimaires. Vous nous annoncez que ce sont des intérimaires qui occupent les fonctions de receveur depuis 1970, et quand on connaît toute la problématique de la responsabilité des receveurs et quand on sait aujourd'hui par le cas présent que, même si l'agent des finances qui faisait fonction de receveur à l'époque n'est pas poursuivi pénalement, il a quand même été mis à pied pour la fonction qu'il occupait et il a quand même été poursuivi civilement pour les 320 millions de francs. Je pense donc qu'il est important de réfléchir à la problématique de cette responsabilité. En outre, je pense qu'on n'a pas vraiment fait la lumière sur la problématique et le dysfonctionnement constatés et - l'administration l'évoque dans sa réponse - sur le problème entre ceux qui établissent l'impôt, c'est-à-dire l'ISI, et le contact qu'ils ont avec les bureaux d'enregistrement ou de recouvrement puisqu'en l'occurrence, les uns et les autres se rejettent un peu la responsabilité. L'Etat belge, en matière fiscale, a perdu ici le droit de réclamer 320 millions de francs à l'institution bancaire concernée. Voilà pourquoi j'aurais souhaité une réponse par écrit un peu plus circonstanciée.

M. Didier Reynders, ministre : Monsieur le président, je peux tenter de donner une réponse plus circonstanciée, mais ce que l'ISI m'a communiqué, c'est la date de prescription proprement dite, à savoir le 17 avril 1998. Je crois qu'on peut difficilement revenir sur cette situation. Les explications de l'administration du cadastre, de l'enregistrement et des domaines peuvent paraître parcellaires en ce qui concerne la manière de gérer le dossier à l'époque. Elle reconnaît simplement un dysfonctionnement pendant cette période. Aller au-delà du fait de le reconnaître et de prendre les mesures administratives me paraît inutile.

Par contre, comme je l'ai déjà dit, j'ai demandé que l'on me précise ce qui se passerait aujourd'hui dans une situation comme celle-là en termes de procédure hiérarchique. Mais sur ce qui s'est produit entre 1996 et 1998, je ne peux que regretter, tout comme vous, qu'une capacité de recouvrement d'impôt n'ait pas été utilisée pleinement par l'administration.

- *Président : M. Aimé Desimpel*

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

Mondelinge vraag van de heer Hans Bonte aan de minister van Financiën over "de toepassing van het verlaagd BTW-tarief voor de kringloopcentra en andere werkvormen uit de sociale economie" (nr. 986)

Question orale de M. Hans Bonte au ministre des Finances sur "l'application du taux de TVA réduit pour les centres de récupération et pour d'autres modes de travail issus de l'économie sociale" (n° 986)

De heer **Hans Bonte** (SP) : Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, collega's, ik wil het hebben over het reeds lang aanslepende dossier van een verlaagd BTW-tarief voor de organisaties uit de sociale economie. Tijdens de vorige legislatuur is een wetsontwerp goedgekeurd om door middel van bijkomende fiscale stimulansen, in concreto via de BTW-tarifiering, de werkgelegenheid in de sector van de sociale economie aan te wakkeren.

Op 4 mei 1999 is de wet goedgekeurd waardoor een verlaagd BTW-tarief voor organisaties uit de sociale economie mogelijk werd. Deze wet is geconcretiseerd in de koninklijke besluiten van 5 mei en 25 augustus 1999.

Op 5 oktober 1999 heb ik de minister gevraagd hoever het stond met de toepassing van die reglementering die erin bestaat dat kringloopcentra en andere organisaties uit de sociale economie een beroep kunnen doen op het verlaagd BTW-tarief van 6%. De minister antwoordde toen dat drie Franstalige en elf Nederlandstalige VZW's

Hans Bonte

een aanvraag ingediend hadden, maar dat deze aanvragen nog in onderzoek waren bij de administratie. De minister heeft dan een overleg aangekondigd met de Gewesten en de Gemeenschappen om een efficiëntere erkenningsregeling voor de sector uit te werken.

Ik heb hierover drie vragen. Ten eerste, over hoeveel aanvragen tot erkenning gaat het en hoeveel organisaties hebben inmiddels hun erkenning gekregen ?

Ten tweede, heeft het geplande overleg met de Gemeenschappen en Gewesten inmiddels plaatsgevonden ? Wat zijn de resultaten en hoe ziet de verdere agenda eruit ?

Ten derde, rekening houdend met het regeerakkoord vraag ik mij af of het niet beter is om in een verlaagd BTW-tarief te voorzien voor de globale sector van de sociale economie. Wat is volgens u de definitie van de sociale economie ? Welke vormen plaatst u hieronder en welke werkvormen komen in aanmerking voor het verlaagd BTW-tarief ?

Minister **Didier Reynders** : Mijnheer de voorzitter, mijnheer Bonte, tot nu toe zijn er 61 kandidaturen ingediend, waarvan 32 Franstalige en 29 Nederlandstalige. Om evidente redenen - bezwaar aan de Staat, Arbitragehof, overleg met andere ministeries - werd er nog geen enkele vergunning uitgereikt.

Tijdens de jongste vergadering van 8 februari 2000 met het kabinet van minister van Begroting Vande Lanotte, werd overeengekomen dat zij een gedetailleerde inventaris zullen opstellen van de instellingen die in de eerste acht categorieën werden erkend. De negende categorie valt onder de bevoegdheid van minister van Binnenlandse Zaken Duquesne. De tiende categorie valt onder mijn bevoegdheid.

Deze inventarisatie is absoluut noodzakelijk om de budgettaire impact correct te kunnen berekenen. Tot nu toe werd nog geen overleg gepleegd met de Gewesten. Ik hoop dat we vóór de begrotingscontrole een oplossing kunnen vinden. Ik heb nog geen ontwerp in verband met uw derde vraag betreffende de verlaging van de BTW voor de hele sociale sector.

De heer **Hans Bonte** (SP) : Mijnheer de voorzitter, ik dank de minister voor zijn antwoord en het gegeven overzicht. Ik verberg niet dat het mij verveelt dat alles zo lang duurt. Tijdens de vorige legislatuur hebben we de duidelijke politieke beslissing genomen om via een verlaging van de BTW-tarifering extra zuurstof aan die werkvormen te geven.

Ik betreur het ook dat er nog geen overleg is geweest met de Gewesten en de Gemeenschappen. Tijdens de discussies die voorafgingen aan de goedkeuring van de wet, werd al gezegd dat dit de meest efficiënte weg was om naar een goede administratieve afhandeling van dit

probleem te gaan. De Gewesten en Gemeenschappen erkenden bepaalde werkvormen in diverse besluiten en wetgevingen. Het is nu aan de minister van Financiën om na te gaan of die werkvormen beantwoorden aan wat in het federaal regeerakkoord omschreven staat als sociale economie.

Ik herhaal, ik betreur de traagheid waarmee dit dossier wordt aangepakt. Het gaat toch over de creatie van werkmogelijkheden voor mensen die in de structurele werkloosheid zitten. Deze werkmogelijkheden resulteren in nieuwe en ecologisch verantwoorde diensten. Vandaar dat ik in dit dossier wil oproepen tot meer spoed en enthousiasme.

- *Président* : M. **Olivier Maingain**

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

Question orale de M. Jacques Chabot au ministre des Finances sur "la modernisation du traitement de données en matière de précompte immobilier" (n° 991)

Mondelinge vraag van de heer Jacques Chabot aan de minister van Financiën over "de modernisering van de gegevensverwerking inzake onroerende voorheffing" (nr. 991)

M. **Jacques Chabot** (PS) : Monsieur le président, monsieur le ministre, depuis l'exercice d'imposition 1999 et en vertu du décret du 9 juin 1998, la Région flamande organise elle-même l'établissement et le recouvrement du précompte immobilier. Or, compte tenu de cette circonstance et eu égard au surcroît de travail qu'entraînent les passages à l'an 2000 et à la monnaie unique, votre administration aurait décidé d'arrêter jusqu'à nouvel ordre les travaux de modernisation du traitement des données en matière de précompte immobilier.

Cette situation est-elle avérée ?

Si oui, quand reprendront les travaux de modernisation ?

Une juste perception du précompte immobilier ne risque-t-elle pas d'être mise en péril pour la Région wallonne et la Région de Bruxelles-capitale ?

Quelles sont les conséquences de pareille décision pour les provinces ainsi que pour les villes et communes ?

M. **Didier Reynders**, ministre : Monsieur le président, chers collègues, l'analyse de la situation informatique au sein du département comme évoquée par M. Chabot nécessite une petite mise au point.

Didier Reynders

En effet, aucune décision n'a été prise, par l'administration du cadastre, de l'enregistrement et des domaines, visant à arrêter les travaux de modernisation du traitement des données en vue de la perception du précompte immobilier.

Ces travaux ont donc été poursuivis "sans désespérer", pour reprendre la formule.

Depuis l'exercice d'imposition 1999, le cadastre fournit les mêmes services à l'administration de la Communauté flamande qu'à l'administration de la fiscalité des entreprises et des revenus pour les exercices d'imposition 1998 et antérieurs.

Aussi, le cadastre clôturera, comme annoncé, les travaux de mutation de l'année 1999 au 30 juin 2000.

Par contre, il est exact qu'au sein des services de l'actuelle administration du recouvrement, l'automatisation de la gestion du répertoire des redevables du précompte immobilier a été mise en veilleuse en avril 1998.

La décision en question n'a donc pas été prise par l'administration du cadastre, de l'enregistrement et des domaines mais par l'administration du recouvrement.

Cette mise en veilleuse a été décidée en 1998 pour permettre au personnel de se consacrer, comme vous l'avez évoqué, quasi exclusivement aux problématiques euro 1999 et 2000, relative au passage à l'an 2000.

L'administration reprendra les travaux de modernisation dès que possible. En effet, un travail spécifique est encore actuellement en cours pour assurer le passage à l'euro 2002. Il s'agit de la dernière opération d'importance en vue des adaptations des programmes informatiques.

Il faudra qu'elle veille à adapter son projet antérieur à l'évolution du matériel informatique et à la mise en place d'une nouvelle procédure d'actualisation des données cadastrales.

Je voudrais encore ajouter deux éléments.

1. Une concertation est en cours avec les représentants des communes et des provinces pour voir dans quelle mesure des retards particuliers peuvent ou non intervenir. Constater des retards, c'est une chose. Voir s'ils sont exceptionnels par rapport aux exercices antérieurs, c'en est une autre.

2. J'ai demandé la préparation d'un programme à moyen terme en matière informatique. Il sera soumis à mon collègue du Budget et probablement à celui de la Fonction publique avant le contrôle budgétaire. J'espère donc pouvoir y intégrer aussi les éléments de modernisation qui concernent ce secteur du précompte immobilier dont je sais qu'il a un impact important sur les pouvoirs locaux.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

Regeling van de werkzaamheden

Ordre des travaux

De mondelinge vraag nr. 1024 van de heer Karel Pinxten wordt naar een latere datum verschoven.

Mondelinge vraag van de heer Patrick Lansens aan de minister van Financiën over "het vermelden van de post- of verzendingsdatum op de aanslagbiljetten voor de verkeersbelasting" (nr. 1025)

Question orale de M. Patrick Lansens au ministre des Finances sur "la mention de la date d'envoi par La Poste ou par les services compétents sur les avertissements-extraits de rôle en matière de taxe de circulation" (n° 1025)

De heer **Patrick Lansens** (SP) : Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, een aantal weken geleden ontvingen heel wat personen laattijdig hun aanslagbiljet voor het betalen van de verkeersbelasting.

Dat kwam in deze commissie reeds aan bod. U hebt toen geantwoord dat er een fout was gebeurd bij de administratie, waardoor de mensen inderdaad te laat hun formulier hebben ontvangen. Zij kregen toen uitstel tot het einde van de maand om hun verkeersbelasting te betalen.

Met mijn vraag wil ik de belastingplichtigen wat meer zekerheid geven. Wij stellen namelijk vast dat dit belastingformulier, in tegenstelling tot de meeste andere belastingformulieren, geen verzendingsdatum bevat noch een datum van uitvoerbaarverklaring van het kohier. Voor alle andere belastingen is dat wel zo. Ik geef u als voorbeeld het formulier betreffende de onroerende voorheffing. Dat bevat drie kadertjes : een met de datum van uitvoerbaarverklaring van het kohier, een met de verzendingsdatum en een met de uiterste betaaldatum. Ook op het niveau van de gemeentebelasting gebeurt dat zo. Een ontvanger die zijn werk goed doet, vermeldt eveneens de drie reeds genoemde data. De datum van verzending is over het algemeen zes weken tot twee maanden voor de uiterste betaaldatum. Ik vraag hier dus naar een kleine en haalbare wijziging. Het formulier voor de verkeersbelasting vermeldt slechts een uiterste betaaldatum. Als een belastingplichtige dat in de bus krijgt op een datum na de uiterste betaaldatum, zou ik wel eens willen weten hoe men kan bewijzen dat de administratie in de fout is gegaan. Dat kan men onmogelijk bewijzen. Als de administratie beweert dat dit formulier reeds weken in iemands bezit was, kan men het tegendeel niet bewijzen.

Patrick Lansens

Mijnheer de minister, kan deze belasting niet analoog aan de andere geïnd worden, dus met een aangepast formulier? Men kan natuurlijk spijkers op laag water zoeken en zeggen dat er dan nog geen zekerheid is, omdat de administratie ook het gewijzigde formulier nog zes weken kan laten liggen. Het lijkt mij echter een serieuze verbetering dat men dit formulier zou aanpassen, waardoor de mensen toch wat meer zekerheid krijgen.

Minister **Didier Reynders** : Mijnheer de voorzitter, mijnheer Lansens, dit is mogelijk en kan worden bestudeerd.

Ik heb aan mijn administratie gevraagd om te onderzoeken of het niet aangewezen is de thans geldende procedureregels inzake verkeersbelasting te herzien. Eventueel zal mij een voorontwerp van wetswijziging worden voorgelegd.

Het is de bedoeling de procedure maximaal te vereenvoudigen en de rechtszekerheid van de belastingplichtigen te waarborgen. In dat verband kan bijvoorbeeld worden gedacht aan de verzending van aanslagbiljetten met een betalingstermijn van minimum twee maanden, zoals bij de personenbelasting. Dit behoort tot de mogelijkheden, maar het moet nog grondig worden bestudeerd en hopelijk kan een wetsontwerp in die zin worden ingediend.

De heer **Patrick Lansens** (SP) : Mijnheer de voorzitter, ik ben tevreden met het antwoord van de minister en het verheugt mij dat deze materie wordt onderzocht.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

Regeling van de werkzaamheden

Ordre des travaux

De mondelinge vraag nr. 1034 van de heer Jo Vandeurzen wordt naar een latere datum verschoven.

Aangezien mevrouw Trees Pieters niet aanwezig is, gaan haar mondelinge vragen nrs. 1049 en 1057 niet door.

Mondelinge vraag van de heer Aimé Desimpel aan de minister van Financiën over "de toepassing van het verlaagde BTW-tarief in de bouwsector" (nr. 1077)

Question orale de M. Aimé Desimpel au ministre des Finances sur "le taux réduit de TVA dans le secteur de la construction" (n° 1077)

De heer **Aimé Desimpel** (VLD) : Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, beste collega's, er schijnt een evolutie aan de gang te zijn in het dossier over de BTW in de bouwsector aangezien er vanmorgen in verschillende kranten nieuws stond in verband met onder andere het Planbureau. Ik heb dan ook enkele specifieke vragen.

Er bestond een BTW-regeling die tijdens de vorige legislatuur werd afgeschaft. Er werd gepoogd om de regeling te verlengen en ik heb tijdens de vorige legislatuur een wetsvoorstel in die zin ingediend. Ook nu ligt een dergelijk wetsvoorstel ter bespreking voor. In antwoord op een mondelinge vraag van 18 januari verklaarde de minister dat hij in het kader van de door de Europese regelgeving geboden mogelijkheden aan het Federaal Planbureau en aan de fiscale afdeling van de Hoge Raad voor Financiën gevraagd heeft te onderzoeken welke weerslag een BTW-verlaging op de bouw van privé-woningen met zich zou brengen. Het resultaat van deze studie was hem op dat ogenblik nog niet overgezonnen. Via de pers vernemen wij dat dit intussen wel gebeurd is. De minister kondigde tevens aan dat hij overleg zou plegen met de bouwsector. Dat gebeurde voor het einde van het eerste trimester. Verder zou er een beslissing worden genomen bij de begrotingscontrole.

Mijnheer de minister, ik heb drie vragen. Ten eerste, wat is de stand van zaken van de opdracht die u in dit verband aan het Federaal Planbureau en aan de fiscale afdeling van de Hoge Raad voor Financiën hebt gegeven? Wanneer mogen de resultaten van dit onderzoek worden verwacht? Intussen zijn ze blijkbaar bij u aangekomen. Misschien kunt u ook even ingaan op de inhoud.

Ten tweede, wat is de stand van zaken in het overleg met de bouwsector dat u hebt aangekondigd? Wat zijn eventueel de resultaten hiervan?

Ten derde, binnen welke tijdslimiet denkt u de BTW-verlaging in te voeren indien de resultaten van het onderzoek en het overleg positief zouden zijn? Intussen konden we in de pers ook lezen dat de activiteiten in de woningbouw flink achteruitgaan. Het is dan ook absoluut nodig om hier iets aan te doen.

Minister **Didier Reynders** : Mijnheer de voorzitter, mijnheer Desimpel, zoals destijds beloofd heb ik het Federaal Planbureau en de Hoge Raad voor Financiën, afdeling fiscaliteit, opdracht gegeven om vóór 31 januari 2000 een studie te maken over de economische en budgettaire weerslag van een eventuele BTW-verlaging inzake de bouw van privé-woningen. Beide verslagen werden recent ontvangen door mijn kabinet en maken thans het voorwerp uit van een diepgaande studie. Een exemplaar van beide rapporten werd verstuurd aan de Nationale Confederatie van de Bouwnijverheid. Ik wacht nu op antwoord van de NCB.

Didier Reynders

Mais, monsieur le président, je vous propose de vous remettre, ainsi qu'au président de la commission des Finances et de l'Economie du Sénat, un exemplaire de chacun de ces rapports. Je vous demanderai simplement que l'on revienne à l'examen de ces rapports lorsque j'aurai également eu l'occasion de vous communiquer la réaction du secteur de la construction. C'était l'engagement que j'avais pris devant la commission de demander cette étude pour la fin du mois de janvier, elle m'est à présent parvenue. J'ai communiqué immédiatement les documents à la Confédération nationale et j'attends à présent une réaction qui, vu la matière, ne saurait tarder.

Mijnheer Desimpel, ik stel dus een nieuw overleg voor, maar wel pas na de reactie van de NCB.

De heer **Aimé Desimpel** (VLD) : Mijnheer de minister, de kranten schrijven reeds dat de weerslag inzake tewerkstelling zeer groot zal zijn en dat de financiële impact op de begroting zeer minimaal zal zijn.

Minister **Didier Reynders** : Ik zal de verslagen aan de voorzitter overhandigen, zodat u ze kunt inkijken.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

Ordre des travaux**Regeling van de werkzaamheden**

M. **Didier Reynders**, ministre : Monsieur le président, la question orale n° 1048 de Mme Trees Pieters et n° 1060 de Mme Greta D'Hondt donnent lieu toutes deux à des développements techniques beaucoup trop longs pour faire l'objet d'une présentation en commission. Je vous propose donc de leur faire parvenir une réponse écrite.

Le **président** : Il y sera donc répondu par voie du Bulletin des questions et réponses.

- *De openbare commissievergadering wordt gesloten om 10.42 uur.*

- *La réunion publique de commission est levée à 10.42 heures.*
